

Libye et pétrole

Publié par Charles Millon · 14 avril 2014, 13:52

La Libye, malgré des apparences de consolidation, a emprunté la mauvaise pente du séparatisme clanique et de l'islamisme.

Aujourd'hui, il paraît évident que dans la galaxie complexe des tribus, ce sont les islamistes les plus redoutables qui s'emparent du pouvoir.

Un pouvoir qu'ils comptent fortifier grâce aux revenus des hydrocarbures.

Mais une islamisation violente qui pourrait déstabiliser encore plus un Sahel déjà fragilisé.

En Libye, presque 3 ans après le déclenchement de la rébellion qui a abouti, avec l'aide conséquente des forces occidentales, à la chute de Mouammar Kadhafi, rien n'est terminé.

Tout commence, en réalité, et c'est dans le chaos, plus ou moins organisé.

La Libye est historiquement la réunion de trois grandes régions, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan, que la première constitution, en 1951, organisait d'ailleurs de manière fédérale, très décentralisée.

C'est précisément la découverte des gigantesques champs d'hydrocarbures qui amena moins de quinze ans après à une réorganisation centralisée du pays, avec Tripoli comme capitale dominante.

Le jeu rusé de Kadhafi après sa prise de pouvoirs et pendant plus de quarante ans, parvint à ménager les diverses susceptibilités régionales ou tribales - par la force aussi quand il le fallait.

Or, l'anarchie a commencé à se manifester dès le début des hostilités, entre les trois grandes régions et aussi à l'intérieur d'elles.

En Tripolitaine, on trouve s'opposant les milices de Misrata - l'origine de la rébellion -, les Berbères du djebel Nefusa, les citadins de Tripoli et les Warfalla de Bani Walid.

En Cyrénaïque, les islamistes de Darna combattent les sénoussio-soufi de

Benghazi. Dans le Fezzan, les Toubous noirs se rebellent contre les arabes Ouled-Slimane...

La mosaïque est donc à la fois ethnique, géographique, mais aussi religieuse dans le sens que l'application de l'islam est très différente d'une communauté à l'autre.

Tout ceci constitue donc une situation explosive que la chute du Guide a rendu centrifuge.

Le combat pour le contrôle des ressources en hydrocarbures rajoute à la féroceur des rapports.

Le gouvernement officiel, issu du Conseil national de Transition, ne dirige plus rien.

On dit qu'à peine un tiers de Tripoli est sous contrôle, et encore grâce à l'appui de la milice locale.

Selon une loi adoptée le 5 mai 2013 au Conseil National Général (CNG), et sous la pression de centaines de miliciens qui faisaient le blocus des ministères de la Justice et des Affaires étrangères, ont été exclus de la vie politique ceux qui occupèrent des responsabilités entre l'arrivée au pouvoir de Kadhafi en 1969 et sa chute, en octobre 2011.

Anciens ministres, ambassadeurs, représentants de comités populaires, officiers de sécurité intérieure, journalistes, syndicalistes étudiants, doyens de faculté : le spectre est extrêmement large et concerne 500 000 personnes.

Le texte exclut d'office Mohamed el-Megaryef, actuel président du CNG et ancien ambassadeur en Inde, qui prit la tête de l'opposition dès 1980, fondant le Front national pour le salut de la Libye (FNSL, aujourd'hui Jabha).

Autre victime désignée, Mahmoud Jibril, le Premier ministre de la révolution, coupable d'avoir été l'un des conseillers économiques d'un gouvernement qu'il contribua plus tard à faire tomber.

Au moins quatre ministres du gouvernement d'Ali Zeidan et une quinzaine de députés tombent eux aussi sous le coup de la loi. Projet réformiste de Seif el-Islam Kaddafi, le fils du « Guide ». Résultat : il ne reste plus personne... hormis les islamistes.

Car c'est eux, et l'emprise grandissante des milices proches des salafistes, que sert cette épuration.

Ces thuwars (« révolutionnaires ») réclamaient la démission d'Ali Zeidan, le Premier ministre, qui, réticent à employer la force, temporisait.

Quoiqu'ils aient troqué leurs treillis contre des complets-vestons, les nouveaux maîtres de la Libye ne sont pas des tendres.

Abdelhakim Belhadj, gouverneur de Tripoli, ancien djihadiste, vise désormais le pouvoir avec son nouveau parti, le Hezb-el-Watan, décrit comme de tendance « salafiste nationaliste ».

Abdelkarim el-Hasadi, l'émir de Derna, à l'est du pays, admire lui les talibans et justifie la lapidation des femmes.

Le grand mufti Sadiq al-Gariani interdit de son côté aux femmes libyennes d'épouses des étrangers.

Le voile recouvre désormais tous les visages féminins du pays.

Pendant que ces hommes, forts de leurs milices surarmées, prospèrent et préparent l'avenir, sombre, du pays, dans le sud, notamment aux environs de la passe Salvador que personne ne surveille, les djihadistes vaquent à leurs occupations, c'est-à-dire aux attentats.

A côté des deux attentats-suicides d'Agadez, la grande ville nigérienne du Nord désertique, et d'Arlit, sur un site d'uranium d'Areva, les islamistes préparaient aussi une attaque depuis le Sud libyen contre le Tchad, selon le président nigérien Mahamadou Issoufou.

Ce qui confirme les pires craintes du président tchadien Idriss Déby qui disait prévoir une « somalisation » de la Libye.

Nul doute qu'elle est en train d'avvenir et qu'elle joue en sus sur du velours grâce aux ressources en pétrole et en gaz dont est pourvu le pays.

Une fois que les dirigeants tribaux et religieux auront réussi à se mettre d'accord - si c'est possible - sur l'exploitation de ces richesses et leur redistribution, la Libye n'aura qu'à suivre le chemin des monarchies pétrolières du Golfe, comme le

Qatar et l'Arabie saoudite dont l'application littérale et violente de la charia n'émeut personne dans le reste du monde.

Car aujourd'hui, la seule chose qui paraît fonctionner dans le pays, c'est la production de pétrole et de gaz, qui a retrouvé très rapidement de production d'avant la révolution.

Même si se sont produites des grèves ici ou là, la population qui vit en grande majorité sur ces revenus, a vite compris quel parti elle pouvait en tirer.

Et des groupes pétroliers occidentaux comme le français Total qui comptait investir 130 millions de dollars en 2013 (environ 100 millions d'euros) dans l'exploration de gaz en Libye, ne semblaient pas trouvé à redire à cette situation oscillant entre anarchie et répression islamiste.

Alors que l'on s'achemine peut-être vers un ordre violent sous la double bannière du pétrole et de l'islamisme salafiste, ce sont les voisins africains de la Libye qui tremblent le plus.

Ainsi, la tension monte de plus en plus entre la Libye et le Niger : la première accuse le second de complaisances avec les travailleurs clandestins, généralement refoulés vers Niamey, et encore de refuser d'extrader Saada Kadhafi.

Le second accuse la Libye d'être un nid de terroristes. A peine écarté le danger du Mali, la grande guerre internationale semble sur le point de se rallumer dans le même Sahel, mais plus à l'est.

Charles Millon



Le retour de Charles Millon

Le retour de Charles Millon

Par : valeursactuelles.com

Come-back. Ex-ministre de la Défense et ex-député UDF, **Charles Millon** fait un discret retour sur la scène politique.

Le 7 mars, il soutiendra une liste UMP-CNIP à Bourg-de-Péage (Drôme) lors d'une réunion publique, aux côtés du député UMP du cru **Patrick Labaune**, membre de la Droite populaire. D'autres réunions sont programmées.

Charles Millon : l'Europe ne doit pas rompre les liens avec la Russie

Charles Millon : l'Europe ne doit pas rompre les liens avec la Russie

Par Charles Millon

▪ Publié le 07/03/2014 à 20:49



FIGAROVOX - L'ancien ministre de la Défense, Charles Millon, analyse la crise Ukrainienne. Il y voit une chance pour que l'Europe développe une diplomatie enfin autonome.

Nous sommes en 14, mais de quel siècle? Face à l'affaire ukrainienne, on peut s'interroger: s'agit-il du XXème ou du XXIème? En effet, en 1914 l'Europe s'embrasait par un subtil et pervers jeu d'alliance à la suite d'une sombre affaire balkanique et se déclarait à elle-même cette première guerre qui avant d'être mondiale fut une dramatique guerre civile, dont le résultat fut l'effondrement des grandes puissances européennes, la perte de leur influence et de leur rayonnement, et l'émergence de l'imperium illimité des Etats-Unis. Aujourd'hui, c'est avec cette Russie dont l'histoire politique et culturelle, civile et religieuse témoigne de l'intégration dans la civilisation européenne que le Vieux continent menace de rompre des liens séculaires, par aveuglement ou par ineptie géopolitique. Il est de la responsabilité des grands dirigeants du monde européen d'y réfléchir à deux fois avant que de s'aligner uniment sur les positions de l'ONU et des Etats-Unis. L'histoire ne pardonne pas deux fois la même erreur - si tant est d'ailleurs qu'elle nous ait pardonné la première.

Les raisons de la crise ukrainienne touchent bien entendu aux difficultés de maturation d'une identité propre à un peuple, mais aussi à notre incapacité à nous mettre autour d'une table avec la puissance russe pour discuter diplomatiquement, sans recourir aux moulinets de bras du grand frère

américain.

Le premier devoir des Européens, s'ils veulent exister en tant que puissance, est le discernement. Quel est aujourd'hui l'ennemi, celui qui menace intrinsèquement la stabilité, l'équilibre, l'harmonie et à terme l'existence de l'Europe, ce continent aux racines judéo-chrétiennes et à la double personnalité orientale et occidentale? Certainement pas les Russes ou Vladimir Poutine: aujourd'hui, l'ennemi de l'Europe, c'est évidemment d'abord l'islamisme radical dans son expression politique, démographique et surtout terroriste. Et sous un angle économique et civilisationnel, l'Inde ou la Chine dont la volonté d'expansion ne nous fera pas de quartier. Continuer à se battre sur le mauvais terrain, à jouer dans une pièce d'ombres en fabriquant du mélodrame là où il n'a pas lieu d'être, c'est assurément se donner les moyens de tout perdre à la fin. Les raisons de la crise ukrainienne touchent bien entendu aux difficultés de maturation d'une identité propre à un peuple, mais aussi à notre incapacité à nous mettre autour d'une table avec la puissance russe pour discuter diplomatiquement, sans recourir aux moulinets de bras du grand frère américain.

L'Europe a beaucoup à partager avec son voisin russe, ne serait-ce qu'au point de vue de l'héritage culturel, religieux, littéraire et artistique qui nous est commun.

Le second devoir des Européens, en conséquence, consiste à se doter de politiques étrangères et de défense coordonnées et autonomes. Je me souviens de l'efficacité que démontra, autant d'ailleurs pour les Américains que pour les Européens, la Force de Réaction Rapide exclusivement européenne dont je supervisai la création en 1995 en tant que ministre de la défense lors de la guerre de Bosnie. Echafaudée presque ex nihilo et vouée à une mission particulière, elle découvrit à la face du monde la puissance des Européens lorsque, unis, ils se donnent un but à atteindre. Les institutions européennes actuelles restent pendantes sur les questions de politique étrangère et de défense. Chacun tire à hue et à dia, et manifestement, les intérêts immédiats de l'Allemagne ou de certains pays d'Europe centrale ne sont pas les mêmes que ceux de la France vis-à-vis de l'Ukraine et de la Russie. Est-ce une raison pour ne pas initier une politique européenne et attendre que finisse le face-à-face Poutine-Obama?

Non, l'Europe, du fait de sa proximité géographique et culturelle avec la Russie

doit enfin devenir son premier interlocuteur dans ces «marches» que sont l'Ukraine ou la Biélorussie. Le sentiment antirusse développé par certaines de nos élites, au motif que la grande nation ouralienne ne répondrait pas aux stricts critères démocratiques n'a pas sa place dans cette politique et dans ces négociations. L'Europe doit participer activement à l'élaboration d'une fédération ukrainienne, solution qui s'impose évidemment. Conférer de l'autonomie à la Crimée comme à d'autres territoires, notamment en suivant les lignes de partage des langues maternelles des populations est notre affaire, avec la Russie, bien plus que celle de l'administration de la Maison blanche. L'Europe a beaucoup à partager avec son voisin russe, ne serait-ce qu'au point de vue de l'héritage culturel, religieux, littéraire et artistique qui nous est commun.

Sans un réveil rapide et réaliste de sa politique étrangère, l'Europe se condamne à demeurer un nain à côté des puissances américaines et russes.

Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

25 Feb 2013 by Benjamin in politique



Mars 2006, Charles Millon en plein exil romain. Photos © Jean-Luc Mège

Par Benjamin Solly et Marc Polisson

Le think-tank « Passionnément Rhône-Alpes » a vu le jour en fin d'année 2012. Son ambition ? Réunir, dans les huit départements de la région, tous les rhônalpins que l'avenir régional intéresse. Parmi ses administrateurs, d'anciens compagnons de route de **Charles Millon**. Préparent-ils le retour de l'ancien Président de Rhône-Alpes pour les régionales de 2015 ?

Le site internet aurait du ouvrir le 17 décembre dernier. Mais la page d'accueil n'affiche pour l'instant qu'un contact. Il s'agit de **Denys Aguettant**. L'homme n'est pas un inconnu sur la place de Lyon. En 2001, alors directeur de la fondation Canal+, il fait partie des quelques irréductibles qui soutiennent la candidature de **Charles Millon** aux municipales lyonnaises. Mais Millon est déjà pestiféré entre Saône et Rhône et porte en pénitence la chape de celui qui a transigé avec le FN aux élections régionales de 1998.

« Notre démarche est assez simple. Nous aimons notre région, et nous voulons être utile en apportant nos idées et notre expérience », explique Denys Aguettant, délégué général du think-tank « Passionnément Rhône-Alpes. » Parmi les administrateurs de l'entité, le secrétaire général **Olivier de Seysse** n'est pas un impétrant. L'homme avait remplacé **Étienne Blanc**, alors fraîchement élu

député, au Conseil régional de Rhône-Alpes en 2002. Le président de la Mutualité sociale agricole de l'Ain est aujourd'hui son suppléant sur la 3e circonscription du département.

Les anciens soutiens de Charles Millon se mettent-ils en ordre de bataille pour préparer le retour de celui qui avait abandonné la présidence de la Région en janvier 1999, voyant son élection invalidée devant le Conseil d'État en décembre 1998 suite à un recours d'**Étienne Tête** ? « Attention, il ne faut pas confondre les étapes, nous sommes aujourd'hui au stade de la réflexion », recadre Denys Aguettant, qui ne veut pas pour l'instant faire du projet « Passionnément Rhône-Alpes » un tremplin politique mais un laboratoire d'idées.

La mise en place opérationnelle est assez simple. Trois groupes thématiques type « commissions » ont été mis en place. Le premier gravite autour des questions économiques, de l'entreprise, de l'emploi et de la formation. Le second sur l'aménagement et le développement des territoires. Le troisième sur l'acte III de la décentralisation. Un groupe de travail plus spécifique a également été constitué autour du rayonnement européen et international de Rhône-Alpes. Ouvert à tous, le think-tank refuse toutefois l'adhésion aux membres du FN.



La Région plutôt que la Métropole

« On pense à tort que l'acte III de la décentralisation concerne uniquement les métropoles, mais c'est faux, il redessine également les compétences propres à chaque entité administrative, les Régions en particulier », rappelle Denys Aguettant. Avec comme point saillant la gestion directe par les Régions de feu les Fonds structurels européens (FSE, FEDER et Fonds de Cohésion), dorénavant dénommés Fonds du cadre stratégique commun, et qui s'élèvent à 1,2 milliards d'euros pour Rhône-Alpes sur la période 2014-2020. Mais également l'ensemble des attributions qui sont encore celles de l'État en matière de formation professionnelle, d'orientation et de mise en cohérence des politiques d'accompagnement vers l'emploi au niveau territorial.

C'est donc sur cet outil d'administration qu'ils veulent s'appuyer pour développer leur réflexion. Subséquemment, les membres du think-tank ne sont pas de grands fans de l'Euro-métropole sauce **Collomb-Mercier**. « J'ai parfois l'impression qu'on revient à la méthode politique du XIXe siècle », tacle Denys Aguettant. L'homme oppose aux accords de couloir la voie de la concertation. Et prend l'exemple de la future Collectivité Territoriale d'Alsace qui fusionnera via une structure unique les départements du Bas-Rhin (67) et du Haut-Rhin (68) avec la Région. Les résidents de ces territoires seront invités à valider cette démarche via un grand référendum le 7 avril prochain.

Millon, « le meilleur »

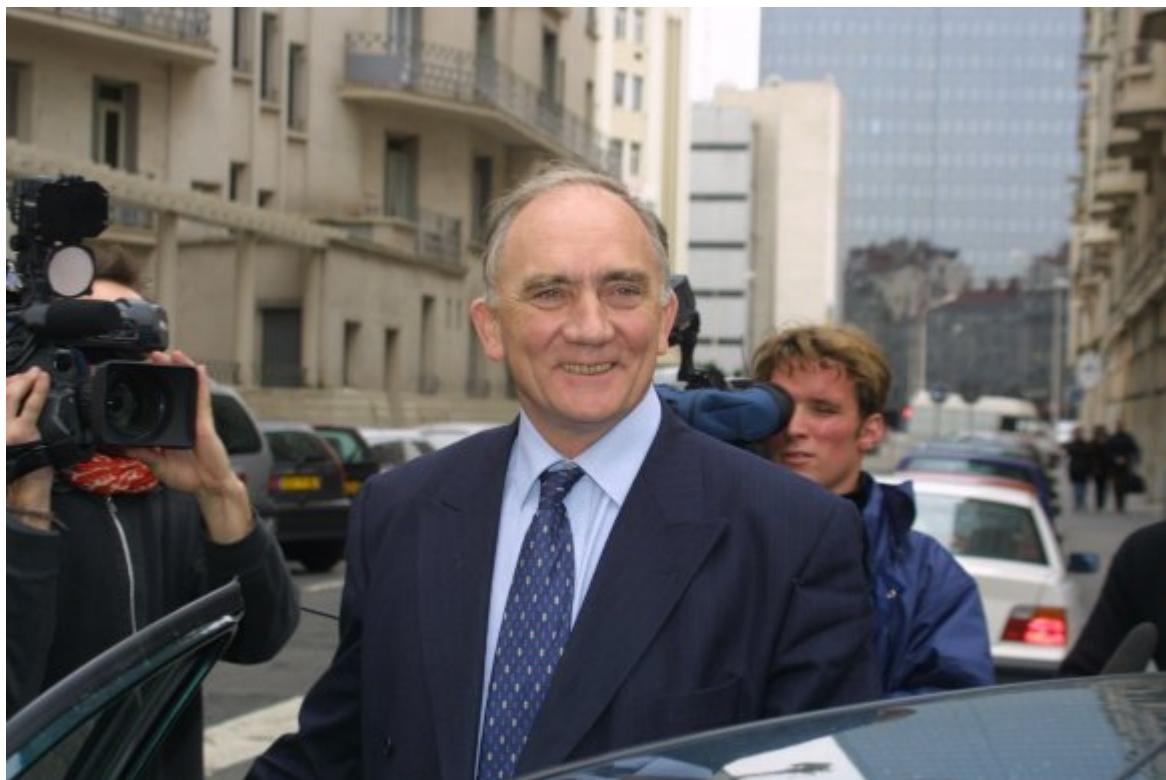
Si les thuriféraires discrets de Millon constituent la partie émergée de l'iceberg « Passionnément Rhône-Alpes », le think-tank a des origines encore plus larges. S'ils n'apparaissent pas comme membres du bureau, « Passionnément Rhône-Alpes » a des fondateurs notoires à Lyon. Parmi eux, **Denis Broliquier, Jean-Jacques David** ou encore le directeur de cabinet du maire du 6e arrondissement **Cyrille Bouvat**. Ce conseil d'orientation, élargi à « un certain nombre de parlementaires et d'universitaires » selon Denys Aguettant, n'a pas de pouvoir de décision. Il revient uniquement au conseil d'administration présidé par le notaire **Pierre Bazaille**, mais vient appuyer une réflexion plus générale.

Joint par Lyon People, le maire du 2e arrondissement prévient ceux qui seraient tentés de voir dans « Passionnément Rhône-Alpes » un outil pour le retour de Millon. « Attention, notre démarche n'est pas politique et nous ne sommes pas un fan club de Charles Millon. Mais il est vrai que le think-tank réunit des personnes qui ont été ou sont encore sensibles à l'idée régionale portée par

Millon. » Et Broliquier d'ajouter au regard du calendrier électoral et des régionales repoussées à 2015 : « Millon aura alors 70 ans et s'il n'existe pas d'âge limite pour faire de la politique, je ne suis pas sûr que l'on puisse être et avoir été. »

Le son de cloche est différent du côté de Denys Aguettant. « J'ai cru comprendre qu'il pourrait être intéressé par notre démarche. Millon n'a pas perdu la flamme, bien au contraire. C'est le meilleur. » Denys Aguettant souhaite d'ailleurs s'impliquer pour les futures élections régionales où il se verrait bien occuper un mandat unique non renouvelable.

Mais le tempo est pour l'instant au débat d'idée. « Passionnément Rhône-Alpes » présentera et confrontera en mai les contributions des différentes commissions avant l'assemblée générale de juin réunissant l'ensemble de ses membres. C'est en septembre que le think-tank présentera son projet. Quoi qu'en dise, le timing ressemble furieusement à un calendrier électoral.



Qu'est devenu Charles Millon ?

Après son élection controversée à la tête de la Région en 1998, Charles Millon est exclu de l'UDF pour avoir transigé avec le Front National.

L'ancien ministre de la Défense (1995-1997) de Jacques Chirac fonde dans la foulée son parti, « La Droite » qui devient en octobre 1999 « La Droite libérale-chrétienne » (DLC). Le parti ne renouvelle pas ses trois députés aux législatives de 2002 et s'ensommeille lorsque le groupe milloniste au Conseil régional, « Oui à Rhône-Alpes » (ORA), fusionne avec le groupe UMP la même année.

Millon tente un retour à l'occasion des municipales de 2001 à Lyon , où il présente une liste DLC autonome. Il obtiendra plus de 25% des voix mais n'arrivera pas à s'entendre avec Michel Mercier puis Jean-Michel Dubernard, tour à tour tête de liste de l'union RPR-UDF. Une discorde qui portera le socialiste Gérard Collomb à l'Hôtel de Ville.

Charles Millon présidera jusqu'en 2008 les groupes « Unir pour Lyon » à la Ville et « Unir pour la Communauté » au Grand Lyon.

En septembre 2003, il est nommé ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un poste qu'il occupe à Rome jusqu'au 31 août 2007. Lyon People l'avait retrouvé dans son exil .

Millon rejoint en septembre 2007 le conseil d'administration de l'institut Thomas More, un think-tank européen qui défend les « valeurs [...] de notre culture occidentale [...] inscrites dans l'histoire et dans la culture de l'Occident où plongent nos racines. »

L'ancien maire de Belley tente d'arracher un siège aux élections sénatoriales de l'Ain en 2008, mais voit ses ambitions réduites à peau de chagrin après que la droite décide de maintenir quatre candidats au second tour du scrutin pour lui barrer la route.

Charles Millon crée en mars 2003 la société Intelstrat basée à Paris. Une structure de conseil en affaires et en gestion, principalement tournée vers l'Afrique et dont la gérance est assurée par Christiane de Livonnière, son ancienne directrice de cabinet. En 2011, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 549 500 euros pour un résultat net de 50 500 euros.